



Malgré les attaques frontales dont elle fait l'objet depuis sa mise en place, la Task Force pour la lutte contre le Covid-19 a déjà le pied à l'étrier. Sous le regard vigilant de celui qui l'a créée, le président de la République, Paul Biya.

a lutte contre la pandémie à coronavirus vient de prendre une nouvelle dimension au Cameroun avec l'entrée en piste de la task Force dont la création a été décidée par le président de la République. Du coup ceux qui aujourd'hui font feu de tout bois pour discréditer cette structure semble déjà avoir perdu le sommeil. La raison : en quelques jours, les corrections menées tambour battant par la task Force démontrent à suffire que la première phase du combat contre cette pandémie a échoué à cause de l'insatiabilité de certains responsables à braquer les caisses publiques. Pourtant, tôt ou tard, ils devront rendre gorge, car l'ampleur des dégâts se passe de tous commentaires. Les fonds Covid-19, il ne fait l'ombre d'aucun doute ont pour l'essentiel pris des destinations insoupçonnées que les différents audits commandés devront permettre de faire toute la lumière sur la gestion qui a été faite de ces fonds.

Pour l'instant, le moins que l'on puisse dire c'est que la task Force est au travail sans distraction, car elle est investie d'une mission d'une grande importance. Et elle commence à laisser les traces et des marques puisqu'elle est déjà opérationnelle et les premières résolutions sont déjà en cours d'implémentation, laissent à penser que l'heure est à la rectification. La preuve est donnée avec cette première décision de permettre aux responsables des hôpitaux publics de s'impliquer davantage au combat. C'est ainsi qu'ils sont désormais

appelés à dresser un état exhaustif des besoins réels et complets des établissements hospitaliers et sanitaires publics afin, non seulement de lutter efficacement contre le Covid-19, mais aussi de relever à l'occasion le plateau technique de nos hôpitaux. L'on peut aussi dire que la task Force a saisi cette occasion pour revoir toutes les dépenses à la baisse.

Des sources généralement bien informées, pour la lutte contre le Covid-19, l'accent est désormais mis sur l'équipement des hôpitaux, la disponibilité des médicaments et l'acquisition de quatre types de vaccins. A cet effet, nos sources précisent d'ailleurs qu'à l'époque, sur les premiers débloques de 180 milliards de Fcfa, 75% étaient destinés au fonctionnement (environ 140 milliards de Fcfa) et 25% pour équiper les hôpitaux. Des dépenses onéreuses ont par conséquent été faites à payer des perdiem pour d'inutiles et interminables réunions fortement rétribuées, alors que les hôpitaux manquaient de simples scanners et autres oxygénateurs. L'on se souvient que parmi les décès observés, certains auraient eu la vie sauve si l'oxygène était au moins disponible dans certains hôpitaux, même ceux dit de référence. Dans la nouvelle orientation budgétaire donc, 20% est réservé au fonctionnement et 80% pour l'acquisition des appareils destinés à soigner les malades atteints de Covid-19. Acquérir les 4 types de vaccins, acheter les oxygénateurs, trouver les médicaments, constituent donc le fil d'Ariane de la nouvelle stratégie de lutte.

Le reste n'est que pure distraction de l'opinion lorsqu'il faut poser les vraies questions autour de la gestion des fonds Covid. Remettre en cause la création de la task force au tour de la gestion des fonds Covid entre dans le compte de la désinformation et de la manipulation conduite par une autre de journalistes et autres lanceurs d'alerte qui se livrent à cet exercice burlesque. Seulement, à la lumière de la sacralité des faits et la têtuesse de la vérité, la task Force que dirige le ministre d'Etat secrétaire général de la présidence de la République, Ferdinand ngoh ngoh est au travail. Surtout qu'il est assisté d'un aéropage de personnalités pétries d'expérience, de haut commis de l'Etat rompu à la tâche et surtout soucieuses de l'intérêt général. C'est ainsi que engagé à restreindre les dépenses, grâce à la task Force, les tests Covid-19 sont aujourd'hui facturés 5 000 Fcfa là où ils revenaient à 17 000 Fcfa. il faut le faire. Après cela, les détracteurs de la task Force ne vous diront jamais que là où les hôpitaux manquaient d'oxygène, certains personnels de santé croulaient sous le poids de trop perçus pendant que d'autre réclamaient encore leurs primes. Une chose est constante, le travail de la task Force finit par convaincre que si elle n'avait pas existé, il fallait à tout prix la créer, surtout qu'elle ne vient pas mettre fin au travail de coordination que le Premier ministre continue à faire à partir de la Primature. Et moins d'un mois après sa mise en place, la task Force anti Covid a veillé en priorité à : l'approvisionnement du système de santé en test, réactifs médicaments et matériels de laboratoires afin d'assurer un testing massif régulier et fluide des populations ; protéger le système de santé et notamment les personnels de première ligne par des équipements de adéquats ; entretenir la motivation des soignants par le payement de tout ou partie de leurs primes et l'apurement progressif des arriérés, le cas échéant.

En résumé, les problèmes urgents que cette task Force a la responsabilité de gérer peuvent se résumer en 3 points : combler le déficit criard d'équipements constatés dans les formations sanitaires de toutes catégories et les centres de prise en charge en particulier. Ce déficit a considérablement affaibli la capacité de riposte des formations sanitaires suffisamment sollicitées et exercé une grande pression, y compris psychologique sur le personnel soignant. De nombreuses pertes en vies humaines, personnalités publiques de premier plan comme

camerounais moins connus sont imputables à ce dispositif déficient : protéger le personnel soignant en première ligne qui a besoin, pour une action efficace, de disposer d'équipements de protection individuelle en nombre et en qualité satisfaisants ; augmenter les capacités de testing pour la détection précoce des cas, gage d'une prise en charge efficace des cas et de rupture de la chaîne des contaminations.

Source: La Nouvelle
